



PRESAO

Programme de Renforcement et de Recherche sur la Sécurité Alimentaire en Afrique de l'Ouest
West Africa Food Security Capacity Strengthening and Research Program

Résumé N° 3- 2011-08

Août 2011

Composante SRAI

Strengthening Regional Agricultural Integration in West Africa

Dynamique de la consommation alimentaire en Côte d'Ivoire: principales tendances

Par:

KOUAME Koffi Gabriel (DSDI/MA, Côte d'Ivoire)

ENOH Moïse Georges (INS, Côte d'Ivoire)

 **syngenta** fondation pour
une agriculture
durable



Les documents du PRESAO sont disponibles à <http://www.aec.msu.edu/fs2/presao.htm>

Les principales cultures vivrières en Côte d'Ivoire qui entrent dans la consommation locale, sont selon des statistiques établies en 2004: (i) le maïs avec 608 032 tonnes sur 278 679 hectares; (ii) le riz avec une production de 673 006 tonnes sur une surface cultivée de 340 856 hectares; (iii) l'igname avec 4 970 949 tonnes sur 563 432 hectares; (iv) le manioc avec 2 047 064 tonnes sur 269 429 hectares; (v) la banane plantain avec 1 519 716 tonnes sur 433 513 hectares. La Côte d'Ivoire produit également du mil, du sorgho, du fonio, de l'arachide, de la patate douce, du taro. Le riz constitue l'aliment de base en Côte d'Ivoire mais le pays en est importateur à hauteur de 750 000 tonnes par an. S'il est parfois produit dans des rizières, l'essentiel de la production est celle du riz pluvial qui présente l'avantage de permettre deux récoltes annuelles. Il est ressorti de l'analyse des données des enquêtes sur la consommation des ménages (réalisées en 1993 et 2008) et des résultats des bilans alimentaires de la Côte d'Ivoire, les points suivants confirmant ou infirmant les différentes hypothèses de l'étude.

Structure des dépenses de consommation

Quelque soit la caractéristique retenue pour examiner la structure des dépenses de consommation des ménages, l'alimentation pèse fortement dans le budget des ménages, ce qui est un trait propre aux pays en développement. En 2002, la ponction alimentaire dans le budget des ménages était de 39,1%, en 2008 elle est de 46,6% soit une baisse de -7,5% au profit d'autres postes de dépenses tels que l'habillement, le transport et la communication. La dépense alimentaire n'est pas la seule à avoir connu une baisse. De 1993 à 2008, le logement a graduellement et de façon significative chuté. Toujours de 1993 à 2008, la santé et l'éducation ont amorcé une hausse puis ont chuté. Au contraire, sur la période le transport et les communications n'ont cessé de prendre une part de plus en plus grande, et cela au détriment des autres dépenses. De façon générale, les ménages urbains consacrent une part plus importante à la consommation de biens non alimentaires par rapport aux ménages ruraux dont les préférences sont tournées vers les produits alimentaires.

Structure des dépenses alimentaires

Les habitudes alimentaires des ménages sont principalement orientées vers la consommation de riz, du poisson, de la viande, des légumes et des fruits. La part de la consommation du riz et des légumes connaît un accroissement au détriment de l'igname, de la viande et du poisson.

La dépense alimentaire est essentiellement tournée vers les achats de produits (76,9% en 2008 et 71,7% en 2002 et 67,9% en 1993) au détriment de l'autoconsommation. Que ce soit du point de vue du milieu d'habitat, du quintile ou même de la strate, ce résultat n'est jamais démenti pour les trois années. Entre 1993 et 2008, on note une baisse de l'autoconsommation au profit des achats (32,1% en 1993 et 23,1% en 2008). En regardant le panier de la ménagère, il semble que l'alimentation soit plus ou moins équilibrée. Après la consommation de riz, les ménages consomment également le poisson, la viande, les légumes et les fruits, ces produits ayant une part assez conséquente. La structure de consommation au niveau de ces trois dates reste globalement la même, au moins pour les quatre produits les plus essentiels (part plus grande). En termes d'évolution de la structure des dépenses de consommation alimentaire, on note des variations entre 1993 et 2008. La part de la dépense de riz connaît un déclin de -5,1%, tout comme les féculents (igname -9,96%, le manioc -4,6%). Au contraire, la viande, les légumes et le poisson ont vu leur part croître respectivement de +5,4%, +1,4% et +12,1%.

Propension marginale à consommer des produits alimentaires

La propension marginale à consommer croît à mesure que le revenu augmente pour les produits importés et décroît pour la plupart des produits locaux.

Lorsque leur revenu augmente, les ménages urbains ivoiriens consacrent une part plus importante à la consommation de biens non alimentaires par rapport aux ménages ruraux dont les préférences sont tournées vers les produits alimentaires. Considérant les produits alimentaires, la structure des préférences reste uniforme par rapport au milieu de résidence avec une tendance marquée pour les denrées importées mais en proportion moindre entre urbains et ruraux. Par ailleurs, la propension marginale à consommer croît à mesure que le revenu augmente pour les produits importés et décroît pour la plupart des produits locaux. De plus, il faut noter la diminution du revenu par tête et l'aggravation des inégalités.

Insécurité alimentaire et inégalités d'accès à l'alimentation

L'accès à l'alimentation entre les milieux de résidence présente des inégalités assez préoccupantes. Les résultats selon les pôles de développement confirment la progression de l'inégalité d'accès à l'alimentation. Cette inégalité d'accès à l'alimentation est principalement attribuable aux différences de revenus et au pouvoir d'achat entre les ménages. On note que cette inégalité est plus accentuée au niveau des ménages dans le groupe des sans emploi et du secteur primaire. Plus de 60% de la population est en général touchée quelque soit l'année par l'insécurité alimentaire monétaire. En ce qui concerne l'insécurité alimentaire réelle, la prévalence de la sous-alimentation dans la population se situe dans la fourchette de 26 à 29 % sur la période 2006-2008. Les résultats de l'étude montrent que l'inégalité d'accès à l'alimentation en Côte d'Ivoire a un niveau relativement bas au regard des niveaux de l'indice de GINI. Cependant, la situation s'est généralement dégradée au cours de la période d'instabilité politique. L'indice de GINI passe de 25,4% en 2002 à 36,1% en 2008 pour la consommation alimentaire en valeurs énergétiques et de 27,5% en 2002 à 37,0% en 2008 pour la consommation alimentaire en valeurs monétaires.

Concernant l'insécurité alimentaire, la situation semble être peu préoccupante du point de vue monétaire car seulement un habitant sur 5 de la population en général est touché quelque soit l'année. Du point de vue de l'insécurité alimentaire réelle, il ressort à partir de l'analyse des bilans alimentaires que, le nombre moyen de calories consommées par individu et par jour est de 2 535 kcal/personnes/jour sur la période 2002-2008 ; proche du seuil minimum requis en Côte d'Ivoire c'est à dire 2 400 kcal/ personnes/jour. La population sous-alimentée s'est accrue de 23,5% de 2002 à 2008, passant d'une population de 4,735 millions à 5,850 millions.

Diversité de la diète

Les disponibilités calorifiques par personne par jour au niveau national sont fournies dans une proportion de 96% environ par les produits d'origine végétale. A l'intérieur de ce groupe de produits, il faut noter que les sous-groupes racines et tubercules et céréales contribuent de façon cumulée pour plus de 60% à la formation des disponibilités calorifiques au plan national. L'igname et le manioc au niveau des racines et tubercules et le riz pour les céréales sont les produits qui contribuent le plus à la formation des disponibilités calorifiques par personne par jour au niveau national. Cette situation reste valable aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain. Avec une moyenne de 73,6 % d'énergies fournies par les glucides, 18,3 % par les lipides et 8,2 % par les protéines, et comparée aux normes de calories fournies par les nutriments pour un menu équilibré, il ressort un déséquilibre dans l'alimentation au niveau national du fait d'une alimentation comportant plus de glucides et moins de protéines et de lipides. Les niveaux de calories fournies par les glucides, les protéines et les lipides varient très peu d'une année à l'autre sur la période 1999-2009.

Structure des disponibilités alimentaires et leurs utilisations (TDI, TAS)

La Côte d'Ivoire présente un niveau d'autosuffisance général de plus de 100% contre un niveau de dépendance des importations de 60% sur la période 2001-2009. Cette généralisation des TAS et des TDI cache des inégalités. Au niveau des céréales, le riz enregistre des TAS inférieurs à 50 % sur la période 2001-2009 qui sont en baisse constante depuis 2005. Les TDI au niveau du riz sont supérieurs à 60 % sur la période 2001-2009 qui ont connu une baisse de 2006 à 2008. Au niveau du riz on enregistre dans le même temps une augmentation de la production intérieure et des importations. L'accroissement des TDI au niveau de la viande surtout celle des bovins, ovins/caprins et du porc traduit une augmentation des importations de ces produits. Concernant les parts des produits destinées à l'alimentation animale et à la transformation, on note une quasi-constance pour l'alimentation animale et un accroissement au niveau de la transformation. La décroissance de la part de la transformation au niveau des graines de coton est la conséquence de la chute de la production de coton démarrée en 2002, le début de la crise militaro-politique qu'a traversée la Côte d'Ivoire.